

#7 Réponses de la protection sociale à la Covid-19

Étendre et améliorer les mesures de protection sociale pour les travailleuse·eur·s informels

Introduction

L'émergence de Covid-19 représente un défi sans précédent pour les gouvernements du monde entier. Au départ, personne ne connaissait l'ampleur de la crise ni l'étendue des interventions nécessaires pour répondre au large éventail de problèmes créés, de la santé à la production, en passant par les finances et le travail. En ce qui concerne la protection sociale, des dizaines de pays ont lancé des programmes de subventions d'urgence en espèces pour protéger les moyens de subsistance des personnes vulnérables, en particulier les travailleuse·eur·s du secteur informel - en touchant ces travailleuse·eur·s, souvent pour la première fois. Au fil des mois, l'impact à long terme et l'étendue de la crise sont devenus de plus en plus évidents, mettant en évidence les limites et le manque de viabilité des réponses d'urgence à court terme. Cela a poussé les autorités à repenser leur approche et à améliorer leur politique. Dans ce dossier, nous examinerons les cas où la viabilité de l'aide gouvernementale d'urgence a été renforcée en prolongeant la durée des subventions initiales à court terme, comme dans le cas de la Colombie, de Singapour et du Brésil, ou en envisageant de les rendre permanentes, comme en Afrique du Sud, ou en changeant la nature de l'aide offerte (d'un prêt à une subvention), comme dans le cas du Sri Lanka, ainsi que la manière dont ces mouvements ont donné l'occasion de pousser à de nouveaux changements de politique.

Conversion des prêts en subventions

En mars [le gouvernement Sri Lankais a annoncé une ligne de crédit de 10.000 roupies \(US\\$ 55\)](#) aux bénéficiaires du programme phare de lutte contre la pauvreté et de développement rural du pays, le Samurdhi, qui comprend un volet de transfert de fonds. Il s'agissait d'un prêt sans intérêt, accordé dans le cadre d'une période d'allègement de six mois et remboursable en un an et demi, et versé en deux tranches de 5,000 roupies (US\$ 27) chaque une. Cependant, le défi imposé par la crise Covid-19 s'est rapidement avéré beaucoup plus important que prévu. Le programme Samurdhi, qui bénéficie normalement à près de 2 millions de personnes, a dû accueillir 400.000 bénéficiaires supplémentaires, soit une augmentation de 20 % de la demande en quelques semaines seulement. En conséquence, moins de deux semaines après l'annonce, le gouvernement a décidé que les deux avances de 5.000 roupies [seraient convertis de prêts en subventions](#). Cela a représenté une augmentation particulièrement importante du bénéfice du programme, qui varie de 1 500 roupies (US\$ 8) à 3.500 roupies (US\$ 19), selon le nombre de personnes dans le ménage.

Étendre et transformer les subventions d'urgence en transferts de fonds permanents

En **Colombie**, le gouvernement [a annoncé une subvention d'urgence en espèces de 160.000 pesos \(US\\$ 40\)](#), qui aurait lieu le 25 mars. L'annonce prévoyait que l'Ingreso Solidário" serait un paiement unique destiné à 3 millions de travailleuse·eur·s pauvres du secteur informel et à leurs familles. Quelques semaines après l'annonce, le gouvernement a décidé que le programme serait en place pendant trois mois. En juin, alors que le programme devait initialement prendre fin, le gouvernement a de nouveau décidé de prolonger l'initiative de subvention en espèces jusqu'en décembre. Et enfin, en août, le gouvernement colombien [a annoncé que la subvention d'urgence pour les transferts de fonds serait prolongée jusqu'en juin 2021](#), ce qui signifie 15 versements au total. Cette longue prolongation a, à son tour, déclenché une pression de la société civile et des hommes politiques pour transformer l'intervention d'urgence en une politique permanente.

Singapour a également étendu son programme de subventions de soutien Covid-19. L'initiative d'urgence a été lancée en mai et devait initialement se poursuivre jusqu'en septembre. En août, le programme avait permis de verser plus de US\$ 90 millions à plus de 60.000 personnes, lorsque [le gouvernement a annoncé que le régime serait prolongé de trois mois](#), jusqu'en décembre. En effet, le gouvernement avait prévu que les effets négatifs sur le marché de l'emploi dureraient plusieurs mois, surtout dans le cas des travailleurs indépendants.

Il est important de reconnaître que la suppression des mesures de verrouillage ne signifie pas que les travailleuse·eur·s informels n'ont plus besoin de subventions en espèces pour subvenir à leurs besoins, même s'ils sont capables de retourner au travail. Prenons l'exemple des vendeurs de rue : ils peuvent peut-être retourner sur leurs marchés, mais ils ont souvent besoin de capitaux pour acheter des actions afin de redémarrer leurs activités. Le nombre de clients est susceptible de diminuer, tout comme la capacité de dépense des clients. Selon toute vraisemblance, les vendeurs gagneront moins qu'avant. Les subventions constituent donc un tampon important, garantissant des revenus pendant que les vendeurs reconstruisent lentement leurs entreprises et que les économies redémarrent.

Au **Brésil** une aide financière d'urgence visant à assurer une protection pendant la crise a été fournie aux travailleuse·eur·s informels, aux micro-entrepreneurs individuels (MEI), aux indépendants et aux chômeurs. Pour être éligibles, les bénéficiaires ne pouvaient recevoir aucune autre prestation sociale, à l'exception de l'allocation familiale, et le revenu mensuel par personne ne pouvait pas dépasser la moitié du salaire minimum (R\$ 522,50, soit US\$ 94) ou le revenu familial total supérieur à trois salaires minimums (soit R\$3.135 ou US\$ 554), sous la forme d'une subvention d'un montant de R\$ 600 (US\$ 120), versée pour la première fois en avril et initialement pour une période de trois mois, pour un maximum de deux personnes de la même famille. Pour les familles dirigées par des femmes célibataires, la valeur versée mensuellement était fixée à R\$ 1.200 (US\$ 240), avec la possibilité pour un membre de la famille supplémentaire, qui répond aux règles du programme, de recevoir un quota supplémentaire, soit R\$ 1.800,00 par famille. Le doublement du montant pour les femmes chefs de famille est significatif car il reconnaît le chevauchement des vulnérabilités et des besoins auxquels les femmes sont confrontées en tant que dispensatrices de soins et de revenus.

Les personnes inscrites au Cadastro Único, le registre national qui contient des informations sur les familles en situation de pauvreté et d'extrême pauvreté, qui répondaient aux règles du programme, ont pu bénéficier de cette aide sans avoir à s'inscrire. Les personnes non inscrites au Cadastro Único ont pu demander cette aide en s'inscrivant sur le site web ou en appliquant le programme jusqu'en juillet.

À la fin de cette période, la prestation a été prolongée de deux mois supplémentaires jusqu'en août, en maintenant la valeur de R\$ 600,00. En septembre 2020, le programme a été prolongé une nouvelle fois de quatre mois jusqu'en décembre 2020, mais avec une réduction de la prestation à R\$ 300,00 par mois, et R\$ 600,00 par mois pour les femmes chefs de famille. Cette réduction a été justifiée par le gouvernement fédéral comme étant nécessaire pour ne pas générer une plus grande pression sur la dette nationale. En même temps, plusieurs projets de loi sont actuellement en discussion pour la création d'un programme de revenu de base, et une discussion est en cours pour transformer la subvention d'urgence en un programme permanent, avec la prestation maintenue à R\$ 300,00, selon la proposition du gouvernement. Le mouvement en faveur de la mise en place d'un revenu de base universel a gagné en force, et de nombreuses candidatures aux élections locales incluent une sorte de complément de subvention dans leur programme.

Les fonctionnaires, par contre, [ont abandonné la poursuite de la subvention d'urgence telle qu'elle avait été initialement conçue](#) pour 2021. La politique touche actuellement 65 millions de personnes, et elle était principalement destinée aux travailleurs informels qui ont perdu leurs revenus. Au lieu de cela, le gouvernement fait pression pour l'expansion de Bolsa Família (programme phare brésilien de subventions en espèces), tant en ce qui concerne le montant des prestations (actuellement de US\$ 30 en moyenne) que la portée (actuellement 13 millions de familles). Le principal point de débat concerne la manière dont ce futur programme permanent sera financé, et aucun consensus n'a été atteint jusqu'à cette date.

Transformer les subventions d'urgence en revenu de base : le débat en Afrique du Sud

Dans le cas du Brésil, l'introduction et l'extension répétée de l'aide financière d'urgence face à la crise de COVID ont créé un espace où les militants pouvaient commencer à faire pression pour un changement de politique, en demandant que de telles interventions fassent partie de l'infrastructure de l'assistance sociale du pays. Une évolution similaire a été observée en Afrique du Sud, où le gouvernement a récemment indiqué qu'il pourrait envisager de convertir la subvention spéciale d'urgence du COVID-19 en une Subvention de Revenu de Base (BIG).

En avril 2020, dans le cadre de ses mesures d'aide COVID, le gouvernement sud-africain a introduit des compléments pour les bénéficiaires de transferts d'espèces existants, ainsi qu'une "subvention spéciale" d'urgence de 350 rands par mois pendant six mois, destinée aux travailleuse-ur-s informels incapables de travailler pendant la période de fermeture et aux chômeurs non éligibles à la caisse d'assurance chômage contributive. Ces mesures étaient très nécessaires. Malgré la portée impressionnante du système de subventions sociales sud-

africain, qui couvrait 44 % des ménages, les adultes économiquement actifs étaient jusqu'alors exclus.

À la mi-juillet, le ministre du développement social a annoncé l'intention du gouvernement de mettre en place une Subvention de Revenu de Base (BIG) à partir d'octobre 2020, le dernier mois où la subvention pour les coronavirus était disponible. Cette mesure sera mise en œuvre progressivement, en s'appuyant sur le système de subventions existant dans le pays. La subvention serait d'abord accordée aux personnes économiquement actives et aux chômeurs âgés de 19 à 24 ans et de 50 à 59 ans. L'étape suivante consisterait à étendre la couverture aux personnes âgées de 19 à 59 ans, soit environ 33 millions de personnes. Un engagement politique ne garantit cependant pas la mise en œuvre, et le gouvernement est revenu sur cet engagement, en déclarant qu'une telle subvention ne serait pas mise en œuvre en 2020.

À PROPOS DE WIEGO

Les femmes dans l'emploi informel : globalisation et organisation (WIEGO) est un réseau mondial qui vise à garantir les moyens de subsistance des travailleuse·eur·s pauvres, en particulier des femmes, dans l'économie informelle. Nous pensons que tous les travailleuse·eur·s devraient avoir les mêmes chances et les mêmes droits économiques. WIEGO crée le changement en renforçant les capacités des organisations de travailleuse·eur·s de l'informel, en élargissant la base de connaissances sur l'économie informelle et en influençant les politiques locales, nationales et internationales. Visitez le site <http://français.wiego.org/>.